

france3-regions.francetvinfo.fr

"Pourquoi ici, on doit lutter pour aller à l'école ?" : à Rouen, ces mineurs isolés campent pour faire valoir leurs droits

Écrit par Amandine Pointel

5-7 minutes

Un collectif de jeunes migrants campe sur l'esplanade devant la préfecture à Rouen depuis plusieurs jours. Parmi leurs revendications : la reconnaissance de leur statut et le droit à l'hébergement, la scolarité et la santé.

Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, découvrez les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Depuis ce week-end, une douzaine de tentes ont été plantées sur l'esplanade de la préfecture de Rouen. Un campement de fortune, occupé par une quarantaine de jeunes migrants venus de Côte d'Ivoire, de Guinée ou du Cameroun.

Tous sont arrivés en France ces derniers mois, seuls, et affirment être mineurs. Trois d'entre eux ont créé le "[collectif des jeunes mineurs](#)" pour faire valoir leurs droits. "On nous traite de menteurs, on ne nous croit pas quand on dit qu'on est mineur. Quand on fournit notre acte de naissance, on nous dit qu'il est faux", se désole l'un des délégués du collectif.

"Nous ne sommes pas reconnus, on se retrouve sans statut. Pour l'État, on n'est ni mineur, ni majeur", explique R., jeune camerounais qui vient d'avoir 17 ans.

[Ils ne réclament pas d'argent ni de privilèges. Leur demande est simple : être reconnus, logés, et pouvoir aller à l'école.](#) • © Amandine Pointel / France Télévisions

Ils ne réclament pas d'argent. Leur demande est simple : être reconnus, l'accès au logement et une prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) pour un accès à la scolarité. "En tant que mineurs, nous devons avoir accès à l'école."

"On demande juste un accès à l'école pour travailler et atteindre nos rêves". R. parle quatre langues et se verrait faire de longues études pour devenir un jour pilote d'avion. M. aimerait être infirmier. "Tout passe par la formation ici."

Pourquoi, dans un pays dont la devise est "Liberté, Égalité, Fraternité", on doit se battre pour aller à l'école ? On dort dans la rue alors que certains ici sèchent les cours !

Un membre du collectif des jeunes mineurs de Rouen

Dans leur pays, ces jeunes étaient scolarisés. L'un d'entre eux a fui la Guinée à "cause de

la pauvreté et de la guerre". "Ma mère a vendu ses terres pour financer mon arrivée ici pour que je puisse venir étudier", explique ce dernier, arrivé en juillet 2024 après un parcours éprouvant.

Les jeunes du collectif dénoncent notamment la lenteur administrative. *"Le temps est contre nous, je suis arrivé en septembre, je n'ai toujours pas de statut. Si ça continue, j'arriverai à ma majorité et je serai alors sous OQTF."*

Pour déterminer leur âge, les autorités exigent parfois des tests osseux, très critiqués pour leur manque de fiabilité. *"Le mien disait que j'avais 70 ans !", ironise J., Ivoirien de 17 ans arrivé en juillet. Il avait 15 ans lorsqu'il a fui son pays avant d'être victime pendant plusieurs mois d'exploitation et d'esclavage en Libye.*

Le campement, rudimentaire, représente pourtant un luxe comparé à leur quotidien habituel. *"On a accès aux toilettes, on nous distribue des repas."*

"Ça fait des mois que nous vivons en cachette, on marche de ville en ville. Il n'y a pas de places dans les hébergements d'urgence ou alors quand il y en a, beaucoup de jeunes ne s'y sentent pas en sécurité à cause des violences avec les SDF qui boivent de l'alcool, qui volent, etc. On préfère dormir dehors..."

[Le campement, rudimentaire, représente pourtant un luxe comparé à leur quotidien habituel](#)
• © Amandine Pointel / France Télévisions

Des associations comme le [Réseau Éducation sans Frontières](#), [Collectif Infantiste](#) ou le syndicat SUD Protection sociale leur apportent un soutien : vivres, couvertures, hébergement temporaire. Mais tous s'accordent : l'urgence est politique.

"On leur apporte un peu de confort, mais ça reste de la survie", regrette Barbara Blanc, syndicaliste SUD. "Ce sont justes des ados qui veulent aller à l'école au mois de septembre, obtenir un diplôme, trouver un bon travail pour payer leur logement... Comme Monsieur et Madame tout le monde."

Le collectif demande une prise de position des autorités locales, notamment de la préfecture et du rectorat, pour sortir de l'impasse.

"Ils ne demandent qu'une chance d'insertion pour pouvoir devenir des citoyens comme les autres. Il faut c'est que les pouvoirs publics se mobilisent et se décident à les accompagner. Ils attendent que le préfet se manifeste."

À travers ce campement, ces jeunes espèrent enfin être vus, entendus, reconnus. *"Depuis que je suis arrivé, je n'ai pas eu un seul moment de répit", confie l'un des jeunes du collectif. "On ne veut pas de charité, juste de la dignité humaine", conclut J.*

"Si dans d'autres villes, des jeunes ont pu retourner à l'école grâce à des collectifs, pourquoi pas à Rouen ? On ne peut pas s'insérer dans le rejet. On s'est serré les coudes, parce qu'on ne peut plus attendre."